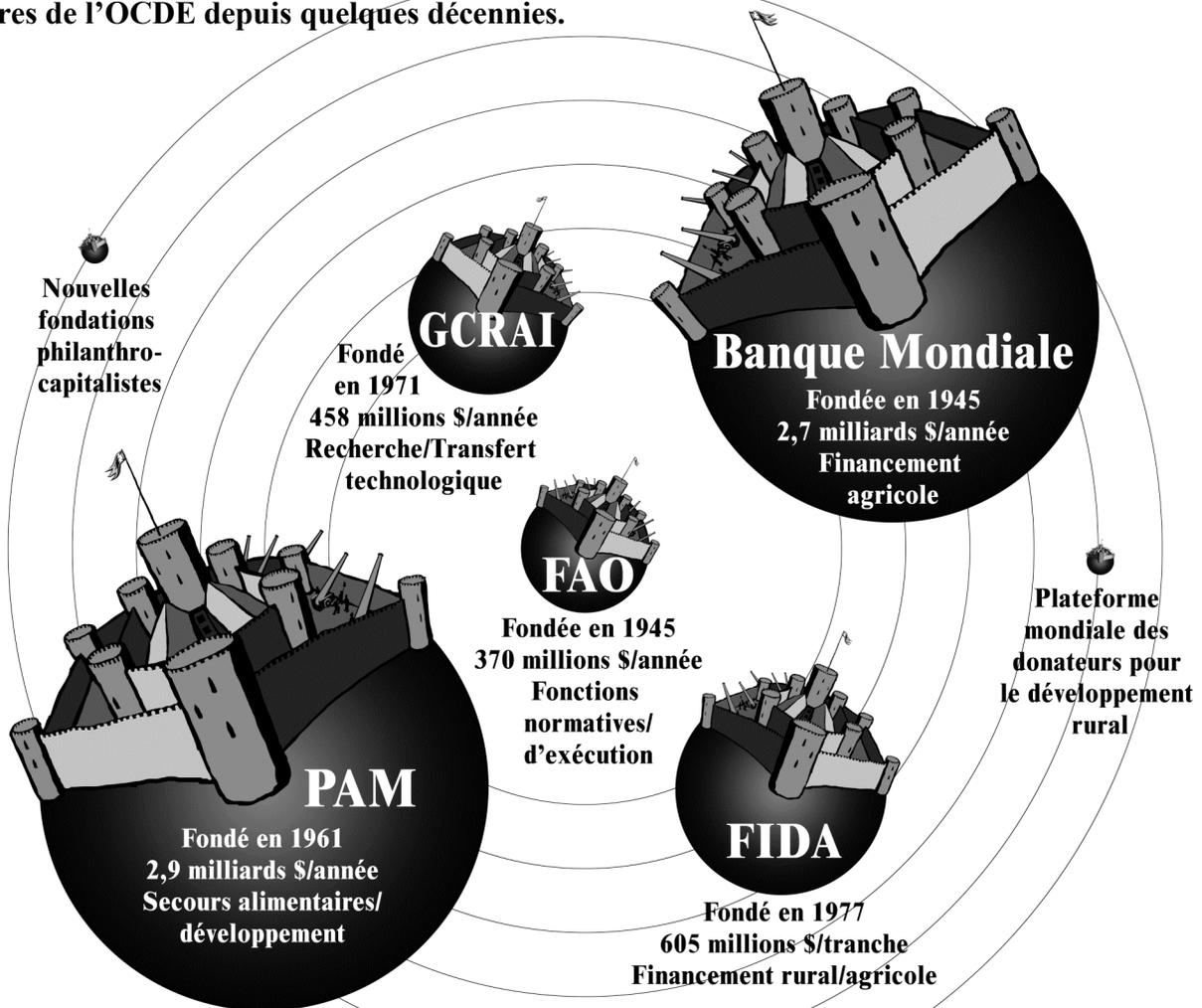


## Les appareils défaillants de l'alimentation = cuisine branchée de Paris **Souveraineté alimentaire – à la cartel?**

Parce que les États n'ont pas su gouverner, les grandes institutions multilatérales de l'alimentation et l'agriculture sont dans le pétrin. Si les États et les secrétariats internationaux ne coopèrent pas, ces institutions subiront des torts irréparables : les multinationales de l'agroalimentaire et les nouveaux philanthro-capitalistes vont continuer de combler le vide du pouvoir créé par les États membres de l'OCDE depuis quelques décennies.



## **Les Appareils Défaillants de L'Alimentation**

**Le contexte :** La souveraineté alimentaire, une doctrine politique issue de Via Campesina, est devenue un problème géopolitique *branché*. Pour la première fois depuis des décennies, l'alimentation fait partie des priorités internationales – grâce à la panique issue des bouleversements climatiques; de la démographie galopante; de l'appétit croissant pour la viande et les produits laitiers; et de l'essor des agrocarburants qui monopolisent les sols et font grimper les prix. Tout cela alors que le travail réalisé par les grandes institutions multilatérales de l'alimentation et l'agriculture fait l'objet d'évaluations sévères, et que les nouveaux *philanthro-capitalistes* affermissent leur emprise sur l'agriculture et le développement rural.

**L'enjeu :** On estime que les changements climatiques vont gruger 20 % de la production alimentaire du Sud mondialisé, alors que les agrocarburants vont accaparer jusqu'à 12 % des sols arables et que les dépenses alimentaires augmentent sans cesse (de plus de 1 billion \$ depuis 2004). L'objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié la faim dans le monde d'ici 2015 part vraiment en eau de boudin. On prévoit que les rangs des affamés vont passeront de 854 millions<sup>1</sup> aujourd'hui à 1,2 milliard en 2025<sup>2</sup>.

**Les acteurs :** Il semble que personne n'ait vu venir le problème. Les États blâment les institutions multilatérales qu'ils gouvernent, et les institutions blâment l'inertie des États. Les scientifiques veulent de l'argent pour créer une écopanacée. L'industrie aussi – mais en restant loin de la mire. Les nouvelles mégafondations veulent fondre les priorités du public et celles du privé dans une stratégie commune. Les agriculteurs veulent le programme de souveraineté alimentaire qu'ils ont adopté au Mali l'an dernier.

**Les forums :** La Convention sur la diversité biologique et la Commission des Nations unies sur le développement durable feront plein feu sur l'agriculture au cours des six premiers mois de l'année et la FAO tiendra en juin une réunion annuelle sur les problèmes majeurs. Aussi en 2008, les États étudieront les évaluations récentes du FIDA, de la FAO et du GCRAI, le programme agricole de la Banque mondiale et la nouvelle stratégie du Programme alimentaire mondial. Il pourrait y avoir du grabuge au Ghana du 2 au 4 septembre, à la réunion de haut niveau régie par l'OCDE en rapport avec la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide adoptée en 2005 – la *cuisine branchée* de Paris. Les États vont-ils sauver les appareils défaillants ou créer de nouveaux cartels de l'alimentation? Les organisations paysannes, les pêcheurs, les peuples autochtones et les petits éleveurs seront-ils invités à la table?

**La politique :** Malgré leur affaiblissement, ces institutions sont le dernier rempart du multilatéralisme. Si les États baissent les bras, les membres de l'OCDE vont s'isoler encore plus dans le bilatéralisme et céder les rênes au mécénat d'entreprise et à l'agroalimentaire. Le secrétaire général des Nations unies doit convoquer une rencontre immédiate avec les dirigeants des grands appareils multilatéraux de l'alimentation et l'agriculture et leurs comités exécutifs afin d'établir un processus de renouveau. Le problème, c'est que ni les États ni les secrétariats ne démontrent la volonté politique d'intervenir de façon décisive. Et la société civile – seule capable de faire tourner le vent – ne s'intéresse pas au borbier multilatéral. Une partie de la solution est peut-être la tenue d'un **nouveau Forum romain** réunissant tous les acteurs multilatéraux, les États, la société civile et les mouvements sociaux.

## Table des matières

1. L'année de tous les dangers
2. *Cuisine branchée* de Paris – Qui est le chef?
3. Bonne gouvernance
4. 1908-2008 : Des fermiers aux défaillances
5. Alimentation à *la cartel* ou nouveau Forum romain?

# 1. L'année de tous les dangers

**Au menu :** Il semble se dessiner un consensus fâcheux – la population mondiale ferait un bond de 30 % d'ici le milieu du siècle alors que les extrants agricoles du Sud diminueraient de 20 % d'ici 2020<sup>3</sup> à cause des retombées des changements climatiques – hausse des températures, élévation du niveau des mers, nouvelles maladies et nouveaux ravageurs. Par ailleurs, la demande d'agrocarburants risque de créer un plafond *du marché des sols* en accaparant 12 % des sols arables bien avant 2050.<sup>4</sup> En outre, la menace très réelle de pandémies dans les cultures et l'élevage, combinée à une hausse de la consommation de viande et de produits laitiers, l'exploitation accrue de l'eau et l'épuisement des nappes souterraines grugeront les stocks alimentaires<sup>5</sup> et feront grimper les prix bien au-delà des moyens des populations marginalisées.<sup>6</sup> Loin de diminuer de moitié d'ici 2015, les rangs des affamés pourraient augmenter de 50 % d'ici 2025.<sup>7</sup>

On admet aussi que la structure commerciale du système alimentaire atteint un niveau alarmant de concentration. Pour les fournisseurs agricoles – l'oligopole qui englobe l'industrie génétique des cultures et du bétail, et les fabricants de pesticides et fertilisants – le casse-tête actuel est l'occasion de créer une nouvelle hégémonie de la gouvernance leur assurant un pouvoir de décision ultime, à la fois sur l'alimentation et sur les combustibles. Leur scénario prévoit que le duo dynamique de la démographie galopante et de l'effondrement des écosystèmes créera une sorte d'*état d'urgence technologique*. Il faudra donc donner carte blanche aux grandes sociétés qui utiliseront à leur gré le génie génétique et la biologie synthétique (en plus des semences Terminator comme mesure de *biosécurité*) pour adapter cultures et élevages à l'évolution des climats et mettre au point des agrocarburants afin de préserver l'économie d'un *plafond du pétrole*, et l'approvisionnement, alimentaire d'un *plafond des sols*.

Au dire des fournisseurs d'intrants, ce péril nous force à laisser tomber le principe de précaution et la réglementation sur la biosécurité, oublier la politique de la concurrence et prolonger le monopole des brevets. Les fournisseurs doivent avoir un accès prioritaire aux ressources génétiques et le système alimentaire doit être axé sur le sauvetage des grandes cultures (riz, blé, maïs, pommes de terre, soja) dans les grandes zones (prairies, plaines, pampas, Pendjab). Il faut évacuer vers des bidonvilles les populations *marginalisées* qui font pousser des cultures

*marginales* sur des terres *marginales* (1,4 milliard de personnes) – avant que le rendement diminue encore plus – pour réquisitionner leurs forêts et leurs champs en vue de produire des agrocarburants.

Les détaillants et fabricants de produits alimentaires sont moins triomphalistes. À l'heure où la wal-martisation de l'approvisionnement alimentaire touche même les pays les plus pauvres du globe, les commerçants tiennent à un apport régulier et fiable de produits alimentaires à bas prix, redoutant que l'ire des consommateurs déclenche l'intervention des pouvoirs publics – pour contrôler les prix et stocks alimentaires.<sup>8</sup> Même si Wal-Mart et cie sont ravis à l'idée que les nouvelles technologies permettent de marchandiser encore plus vite la transformation des aliments, les détaillants et fabricants veulent s'assurer de tenir eux-mêmes le bon bout de la chaîne alimentaire après avoir été pris dans une série de scandales sur la salubrité des aliments.

Cette opposition apparente des intérêts commerciaux cache plusieurs points communs. Les deux groupes voient les risques, mais aussi les occasions issues du regain d'intérêt pour la sécurité alimentaire. Les deux voient les possibilités offertes par les nouvelles technologies. Du côté des fournisseurs : concentration accrue des intrants, concentration des clients (plus petit nombre de grandes fermes) et réduction de la concurrence, en plus de la possibilité de s'allier à l'énorme industrie énergétique. Les détaillants et fabricants voient les possibilités technologiques de diversifier des sources de denrées tout en accroissant la concentration, et la possibilité de s'allier à d'autres industries du détail et de la fabrication.

Il n'y a pas seulement convergence sur le problème, mais aussi consensus (superficiel) sur la solution. Un célèbre discours prononcé dans les années 1960 par Kennedy, président des É.-U., fait l'unanimité – ou presque : nous avons les moyens et les capacités de régler nos problèmes alimentaires, c'est une simple question de volonté politique. Mais ici s'arrête le consensus. On ne s'entend pas sur les *moyens* requis, et on ne sait pas de qui il faut catalyser les *capacités*.

## Souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est le terme adopté par Via Campesina – le mouvement paysan mondial – pour décrire le droit de quiconque de définir ses propres systèmes alimentaires et de les contrôler. La souveraineté alimentaire suppose le contrôle local de la terre et des ressources plutôt que leur soumission aux diktats de l'agroalimentaire et des régimes du commerce international. Elle suppose le droit à des aliments nutritifs et adaptés sur le plan culturel, cultivés de façon équitable et écologique.<sup>9</sup> Les agriculteurs ont besoin de la sécurité alimentaire pour réagir de façon adéquate aux bouleversements climatiques et à l'essor des agrocarburants.

En 2008, les enjeux politiques de l'alimentation graviteront autour :

- des changements climatiques
- des agrocarburants
- des prix et des stocks alimentaires;

et s'accompagneront de fortes pressions pour le déploiement sans entraves de nouvelles technologies :

- génie génétique,
- géo-ingénierie,
- biologie synthétique
- nanotechnologies.

## État d'urgence technologique : les enjeux

Tout le monde sait que le risque d'un *plafond du pétrole/plafond des sols* est exacerbé par les incertitudes issues des changements climatiques. Multinationales, institutions multilatérales et États admettent que toute expansion des agrocarburants risque de compromettre la sécurité alimentaire. La superficie des terres arables consacrée aux agrocarburants passerait de 2 % de nos jours à 12 % dans quelques décennies. Les entreprises et sociétés decapital-risque à qui l'on demande d'investir dans les agrocarburants admettent d'emblée devant ETC Group que c'est un scénario impensable sur le plan politique. À Davos au début 2008, Peter Brabeck-Letmathe, P.D.G. de Nestlé, a déclaré au *Wall Street Journal* qu'il faut 9000 litres d'eau fraîche pour produire un litre de biodiesel, soit presque 24 fois le débit annuel du Nil pour combler la demande d'agrocarburant.<sup>10</sup> Bien sûr, la solution de l'entreprise privée consiste à améliorer le marché de l'eau – en accélérant sa privatisation.

Alors si tout le monde convient que les biocarburants sont une absurdité, ne faudrait-il pas concentrer tous les efforts sur la réduction de la consommation énergétique?

Pas selon l'industrie. Pendant les délibérations de Davos, une société de biologie synthétique, Solazyme, s'est alliée à Chevron, la 7<sup>e</sup> plus grande société au monde, en vue de mettre au point un biodiesel à partir d'algues modifiées synthétiquement. À la fin de l'an dernier, Codon Devices annonçait qu'elle utilise la biologie synthétique pour créer des enzymes capables de digérer la fibre de cellulose d'une variété de maïs en vue de produire de l'éthanol.<sup>11</sup> Tout cela est conforme à l'explosion du marché mondial des agrocarburants prévue l'an dernier : de 22 milliards \$ en 2006 à 150 milliards \$ en 2020.<sup>12</sup> Dans un rapport lancé fin janvier, un cabinet d'experts-conseil estime que les sociétés decapital-risque ont injecté 2,6 milliards \$ dans les prétendus *carburants propres* au cours des neuf premiers mois de 2007 – 46 % de plus que pour tout 2006. 80 % de cet argent est allé à la biologie synthétique.<sup>13</sup> Autrement dit, la solution du casse-tête *plafond du pétrole/plafond des sols* se trouve dans la biologie synthétique.

**La biologie synthétique : de quoi s'agit-il?** ETC Group qualifie la biologie synthétique de *génie génétique extrême*. Avec un ordinateur personnel, de l'information publique sur le séquençage des gènes et de l'ADN synthétique commandé par la poste, on peut fabriquer des gènes ou des génomes complets à partir de rien – y compris des génomes artificiels qui n'existent pas dans la nature. En programmant des brins d'ADN synthétiques, les sociétés de biosyn promettent de reconfigurer les voies génétiques des microbes pour extraire des médicaments, des produits chimiques, des plastiques et des carburants respectueux de l'environnement. L'industrie fait le pari qu'États et sociétés, pris de panique en raison des changements climatiques combinés aux pénuries de pétrole et de nourriture, seront prêts à tout... y compris à miser sur cette forme extrême de génie génétique.<sup>14</sup>

## 2. Cuisine branchée de Paris : Qui est le chef?

L'événement de l'année n'est pas forcément lié à l'agriculture. L'OCDE *héberge* (*régit*, selon plusieurs) la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, un projet qui réalisera un examen mi-parcours de haut niveau en septembre, en Afrique. À voir les invités (ministres du Développement), la salle à manger (l'Afrique) et le menu (crise de l'agriculture et de ses institutions), on devine qu'il pourrait s'agir d'une réunion cruciale.

Mais 2008 réserve d'autres surprises. Par pur effet du hasard – et non d'un calcul de haut vol – presque tout ce qui peut arriver sur la scène internationale en rapport avec l'alimentation et l'agriculture arrivera cette année, ou se conclura cette année à la suite d'événements récents. Le menu (changements climatiques, agrocarburants, prix/disponibilité des aliments et nouvelles technologies) sera concocté au cours de plusieurs réunions tenues en 2008. Dans l'ordre...

- **Amuse-gueule** : Pour la première fois depuis des années, la biodiversité agricole est le thème de la réunion à Rome de l'OSASTT (sous-comité scientifique) de la Convention sur la diversité biologique, du 18 au 22 février et de la CdP9 (Conférence des parties à la CDB) à Bonn, du 19 au 30 mai. On y abordera d'autres sujets : changements climatiques (dont la géo-ingénierie), agrocarburants (notamment en rapport avec les arbres GM), technologies Terminator et biologie synthétique.
- **Entrée** : La Commission du développement durable (CDD) de l'ONU se penchera aussi sur l'agriculture à New York du 5 au 16 mai – juste avant la rencontre de la CDB à Bonn.
- **Pâtes** : L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis des bioénergies et du changement climatique (Rome, 3 au 5 juin). Un comité préparatoire de la FAO mettra la table à Rome les 15 et 16 février.
- **Salade** : La FAO tiendra (peut-être) une autre réunion majeure à Rome cet automne sur l'avenir de l'alimentation. On y aborderait tous les grands enjeux en matière d'alimentation et d'agriculture.
- **Surprise du chef** : Entretemps, se mijote la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, qui restructure l'aide agricole bilatérale à la lumière de la Déclaration de Paris adoptée par l'OCDE en 2005. La Plateforme réunit 29 organismes gouvernementaux d'aide bilatérale, banques régionales de développement et instituts de recherche. Après trois ans, c'est une coquille vide dont les pays de l'OCDE pourraient bien s'emparer pour remodeler les institutions multilatérales de façon unilatérale.
- **Plat de résistance** : Le plat de résistance reste cependant la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, un projet mené par l'OCDE qui a d'abord soutenu 100 pays en 2005 et qui atteindra son apogée du 2 au 4 septembre 2008 au Ghana, lors de la Troisième conférence de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF3).<sup>15</sup> La Déclaration initiale ne tenait pas compte des mouvements sociaux et autres OSC. On essaie maintenant d'intégrer la société civile, mais encore plus les philanthro-capitalistes. À cause de la panique subite en rapport avec l'agriculture et parce que cela se passe en Afrique (comme l'AGRA de Gates/Rockefeller), il pourrait s'y prendre – explicitement ou non – des décisions majeures sur la restructuration de l'aide agricole bilatérale et des institutions multilatérales de l'alimentation et l'agriculture. La société civile internationale et certains pays se sont réunis (avec la Plateforme) pour discuter de ce processus au Canada dans les environs d'Ottawa, du 3 au 6 février 2008.
- **Dessert** : Le seul argent neuf à la table vient de l'AGRA de Gates/Rockefeller (Alliance pour une révolution verte en Afrique), qui se combine à d'autres projets (d'autres pays du G8, de Clinton, de Google, en plus des Villages du millénaire de Jeffrey Sachs) pour inaugurer une nouvelle ère de philanthro-capitalisme qui régit les politiques gouvernementales et intergouvernementales en matière d'agriculture et, notamment, de technologies agricoles. L'influence du philanthro-capitalisme pourrait se faire sentir notamment sur la Plateforme mondiale des donateurs et la Conférence sur l'efficacité de l'aide au Ghana. Au Sommet économique mondial de Davos en janvier 2008, la Fondation Gates annonçait qu'elle consacre cette année 900 millions \$ à l'agriculture dans le Sud mondialisé, et 165 millions \$ de plus à l'AGRA au cours des cinq années à venir.

### 3. Bonne gouvernance

**Bourbier multilatéral?** On convient de plus en plus de l'échec des institutions internationales mises sur pied pour gérer les politiques et pratiques en alimentation et en agriculture. Les pays devront traiter cette année de nouvelles stratégies de programme et de plusieurs examens institutionnels nouveaux ou récents. Tous notent des problèmes majeurs de la gouvernance, voire des crises internes. Par exemple...

- **Financement rural :** Le FIDA (Fonds international de développement agricole) n'est pas encore remis des dures critiques de son EEI (évaluation externe indépendante) de 2005, qui conclut que le tiers de ses projets ont raté la cible.<sup>16</sup> Le FIDA se réorganise et repense son programme et son rôle. Dans sa dernière tranche, il disposait d'un budget de 605 millions \$.
- **Financement agricole :** Axé sur l'agriculture (notamment une évaluation de l'agriculture en Afrique<sup>17</sup>), le *Rapport sur le développement dans le monde 2007* de la Banque mondiale<sup>18</sup> reproche durement à la Banque de n'avoir pas su régler les problèmes agricoles depuis les années 1980. La Banque travaille d'arrache-pied à améliorer son dossier en agriculture. (Elle n'a dépensé que 123 millions \$ pour l'agriculture africaine en 2000, mais avait augmenté à 685 millions \$ en 2006. En 2006, elle a annoncé 2,7 milliards \$ pour l'agriculture et le développement rural dans le monde). D'autres projets pourraient voir le jour en 2008.
- **Fonctions normatives/d'exécution :** Le rapport préliminaire de l'EEI de la FAO (livré à la mi-2007)<sup>19</sup> est encore plus dur, appelant à une campagne éclair de restructuration et de réorientation de la FAO avant une réunion de crise avec son organe directeur au printemps 2008. D'ailleurs, l'EEI rapporte que même la haute direction de la FAO à Rome doute que le secrétariat ou les États membres soient capables de changer.<sup>20</sup> La FAO dispose d'un budget annuel de 370 millions \$ et de 3072 employés.
- **Recherche agricole :** Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) mène présentement son premier examen externe depuis dix ans alors que les pays donateurs<sup>21</sup> ont sabré dans l'aide financière de base au profit de subventions liées à un projet et qu'une partie des 15 centres de recherche est au bord de la faillite. L'examen (rapport préliminaire en juin) sera sûrement sévère sur le plan de la gouvernance, et même sur celui des sciences. Lancé en septembre, le rapport sera discuté en novembre 2008. Le GCRAI dispose d'un budget annuel d'environ 458 millions \$ (2006) et de 7874 employés en tout.
- **Sciences et technologies :** L'évaluation internationale (préliminaire) sur les technologies agricoles menée par la FAO/Banque mondiale déplore l'arrogance technologique. Mené sur quatre ans, ce processus d'évaluation de 10 millions \$ couvre sept appareils de l'ONU, les géants de l'agroalimentaire et plusieurs OSC.<sup>22</sup> Au début 2008, Monsanto et Syngenta se sont retirées de l'étude et le GCRAI a menacé de se retirer en raison de pressions de la part de certains pays et grandes sociétés. Le rapport final sera discuté à Johannesburg à la mi-avril.
- **Aide alimentaire :** Le Programme alimentaire mondial (PAM) réduit son personnel et se débat pour revamper son plan stratégique, présenté à la mi-février et parachevé (peut-être) en juin.<sup>23</sup> Cette dure évolution du PAM fait suite à une critique cinglante des institutions multilatérales de l'ONU en alimentation et en agriculture émise par Jim Ingram, ex-directeur général du PAM.<sup>24</sup> En 2006, le PAM disposait d'un budget de 2,9 milliards \$ et de 10 520 employés. Pourtant, on a envoyé 40 % moins d'aide alimentaire en 2006 qu'en 2000.<sup>25</sup> Ça sent le brûlé pour le moment.
- **Aide bilatérale :** Entretemps, la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural – qui n'a que trois ans – est passée au crible par la société civile et subit l'examen externe de ses 29 partenaires.<sup>26</sup> Une grande partie de la société civile estime que l'aide agricole bilatérale est de si mauvaise qualité qu'il est inutile et néfaste d'y consacrer plus de fonds.
- **Philanthro-capitalisme :** Le projet d'AGRA de Gates/Rockefeller en Afrique s'est attiré les foudres des organisations paysannes, de la société civile et d'autres fondations. La plupart voient ce projet comme une technopanaxée autocratique dans la pire tradition de Microsoft. Le président de l'AGRA, Kofi Annan, présidera un examen très discret de tout le projet en Autriche à la mi-avril. Certains pays redoutent même que les ressources colossales de la Fondation Gates et son *star système* tirent les ficelles d'autres projets de développement. La Fondation Gates vit elle-même une transition du leadership. Elle dispose de 800 employés, 37 milliards \$ et verse chaque année 3 milliards \$ en subventions (quatre fois plus que la Fondation Ford).<sup>27</sup> Malgré tout cet argent – et

proportionnellement aux grands acteurs multilatéraux – les fonds consacrés chaque année à l’agriculture par Gates/Rockefeller sont relativement modestes.

**Inefficacité de l’aide** : Qu’est-ce qui cloche? Au début des années 1980, les pays de l’OCDE et les pays du Sud mondialisés se sont désintéressés de l’alimentation et l’agriculture. Si l’argent est un bon indice de l’intérêt politique des pays, on trouve la solution du casse-tête des institutions multilatérales dans le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale, lancé en octobre 2007...

*« La part de l’aide publique au développement (APD) dévolue à l’agriculture a chuté radicalement depuis vingt ans, passant d’un sommet de 18,1 % en 1979 à 3,5 % en 2004. Elle a aussi chuté en valeur absolue, passant d’un sommet de 8,3 milliards \$ (US 2004) en 1984 à 3,4 milliards \$ en 2004. Les prêts agricoles de la Banque mondiale sont passés de quelque 3,5 milliards \$ en 1995 à moins de 1 milliard \$ en 2001... »*  
– Rapport sur le développement dans le monde, 19 octobre 2007

À peu d’exceptions près, ce sont des représentants gouvernementaux différents – et parfois des ministères différents – qui traitent avec les divers acteurs multilatéraux en alimentation et en agriculture. Les représentants gouvernementaux qui vont aux réunions du GCRAI ne fréquentent pas les conférences de la FAO, et les délégués du FIDA ne sont pas les mêmes que ceux du PAM. Les personnes qui contrôlent la Banque mondiale pour leur gouvernement ignorent tout du dossier en alimentation et agriculture de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et les délégués de l’Organisation mondiale de la santé, de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou de l’Agence de l’énergie atomique savent très peu de choses ou rien du tout des liens qui unissent ces appareils à la FAO.

La FAO et le GCRAI, notamment, traitent de priorités qui touchent tout un éventail de ministères – affaires étrangères et aide étrangère, pêches et océans, agriculture et foresterie, santé, environnement, sécurité alimentaire, propriété intellectuelle et commerce international. Les divers ministères gouvernementaux ne se sont sans doute jamais assis ensemble pour examiner les institutions multilatérales dans leur globalité.

Sans vouloir excuser les secrétariats de l’ONU (ou d’autres acteurs), le dénominateur commun de toutes ces institutions gouvernementales, c’est l’État. Ce sont les États qui déterminent les politiques, approuvent les programmes et fixent les budgets qui ont permis la détérioration du système multilatéral – et cela dure depuis des années et des décennies. C’est un échec massif et prolongé de la gouvernance qui aggrave maintenant la crise dans le domaine de l’alimentation et l’agriculture, qui fait que c’est extraordinairement difficile pour les institutions intergouvernementales de relever le défi.

Comment est-ce arrivé? Qui est responsable? **C’est la faute des États.**

## 4. 1908 - 2008 – Des fermiers aux défailances

Il y a cent ans, en 1908, l'Institut international d'agriculture a tenu à Rome la toute première réunion intergouvernementale sur les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture. Cette réunion des États a été concoctée par un fermier étatsunien d'origine polonaise, David Luben, dont l'idéal politique était que les fermiers du monde entier reçoivent un prix équitable pour leurs produits. À son arrivée de Pologne, Luben a d'abord été épicier prospère en Californie avant de devenir fermier. C'est alors qu'il a connu frustration sur frustration à cause du cartel international des céréales qui régissait le commerce des produits de base. Au tournant du siècle, Luben est parti tout seul pour l'Europe afin de convaincre les États qu'il fallait coordonner le commerce agricole pour que les fermiers reçoivent un prix équitable et que les consommateurs soient traités équitablement. En 1905, il avait gagné l'appui du roi d'Italie et la première rencontre intergouvernementale eut lieu en 1908. Dans le jargon multilatéral d'aujourd'hui, la quête de Luben serait perçue comme une lutte pour les droits des agriculteurs et ferait partie du débat sur la souveraineté alimentaire.

En 1945, l'Institut international d'agriculture a été remplacé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, et les dossiers de David Luben ont été remis au nouvel appareil à Rome. Pour un temps, le premier directeur général de la FAO, sir John Boyd-Orr, agriculteur et nutritionniste, a endossé la cause de Luben et tenté de faire de la FAO l'arbitre mondial qui défend les agriculteurs, la production alimentaire et le droit à l'alimentation. Les puissants pays exportateurs de céréales et le tout-puissant cartel international des céréales ont cependant réduit ses efforts à néant. Et Boyd-Orr a battu en retraite, acceptant le prix Nobel de la paix avant de refermer la porte. Cent ans plus tard, le nom de Luben figure encore au portail de la bibliothèque de la FAO et son rêve d'un système commercial équitable est enterré bien soigneusement dans les archives de la FAO.

Même si elle n'a pas réussi à assurer la souveraineté du système alimentaire, la FAO est restée jusque dans les années 1950 et 1960 le leader institutionnel incontesté (et respecté) pour tout ce qui touche à l'alimentation et l'agriculture. Elle produisait non

seulement des statistiques sur la production, la distribution et l'établissement du prix des denrées, mais offrait aussi un forum normatif pour la négociation des traités et l'établissement des normes et règlements. Pendant ses premières décennies d'existence, le mandat de la FAO englobait clairement la sécurité alimentaire (dont l'aide alimentaire), les sciences et technologies (en rapport avec l'agriculture et la nutrition), l'aide technique et l'aide au développement dans tout le Sud mondialisé. On percevait clairement son rôle à la fois sur le plan normatif et celui de l'exécution.

Vers la fin des années 1960, ce cadre intergouvernemental a cependant commencé à poser problème. La fin du colonialisme et l'essor du Nouvel ordre économique mondial au début des années 1970 ont contribué, avec la crise du pétrole et la crise alimentaire, à politiser les institutions intergouvernementales. Sans complot ni préméditation, les pays de l'OCDE ont entrepris de démanteler à tort et à travers le *ministère de l'Agriculture* mondial, le découpant en petits morceaux pour protéger les plus précieux des aléas du conflit entre le Nord et le Sud. (Cette déconstruction a été facilitée par l'absence de l'Union soviétique, qui ne fréquentait pas – alors – les corridors de la FAO. En pleine guerre froide, une grande partie du bloc de l'Est avait décidé de ne pas rejoindre la FAO.)

Pendant les années 1970 et 1980, l'OCDE a retiré la gestion hautement politique de l'aide alimentaire, du financement rural et agricole et la responsabilité des sciences et technologies nécessaires à l'essor de l'agriculture industrielle.

**Excision des sciences :** En 1971, armés de leur propre Nobel de la paix pour la révolution verte, les Fondations Ford et Rockefeller ont délibérément ignoré le mandat de la FAO en sciences pour aller voir Robert McNamara, le nouveau président de la Banque mondiale (et ex-P.D.G. de Ford Motors) pour créer le GCRAI (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) qu'ils voulaient faire passer de deux à 18 centres (dont il en reste 15). En créant le GCRAI, les pays de l'OCDE ont de fait excisé la recherche agricole du système multilatéral. Même s'il y a un petit secrétariat à la Banque

mondiale à Washington – et que la FAO a un rôle cérémoniel – les Centres internationaux de recherche agricole sont en dehors du système de l'ONU et mènent leur programme scientifique sans le réel et nécessaire contrôle politique des États ou de la société civile. Malgré ses difficultés, le GCRAI dispose aujourd'hui d'un budget beaucoup plus imposant que la FAO et a deux fois plus d'employés.

**Fragmentation financière :** Puis, en 1974, au milieu d'une crise alimentaire et d'une crise du pétrole d'envergure mondiale, les pays de l'OCDE et de l'OPEC ont conclu un marché qui a fini par casser le rôle de la FAO en établissant à Rome le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le FIDA a amorcé ses activités en 1977 et dispose maintenant d'un budget équivalent à celui de la FAO. Comme la Banque mondiale, le FIDA a un système de vote pondéré accordant beaucoup plus d'influence aux donateurs que le modèle traditionnel *un pays, un vote* de l'ONU. Quelques années après la création du FIDA, les prêts internationaux pour l'agriculture et le développement rural ont cependant fait une chute radicale dont ils se remettent à peine maintenant.

**Prolifération des politiques :** Aussi en 1974, les pays de l'OCDE ont parrainé le projet de bricoler un Conseil mondial de l'alimentation qui récupérerait (en tout ou en partie) les fonctions de la FAO en matière de politiques. Cette réaction malavisée aux luttes intestines entourant la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 était vouée à l'échec (les intrigues malencontreuses des principaux pays exportateurs de céréales ont ruiné les chances de succès du CMA, qui est mort dans l'indifférence au début des années 1990). Cela a cependant creusé l'écart entre le Nord et le Sud et contribué à l'érosion du rôle normatif de la FAO.

**Hold-up alimentaire :** En réaction à une succession de famines et autres crises alimentaires, la FAO et l'assemblée générale de l'ONU ont créé le Programme alimentaire mondial en 1961. Le PAM répondait aussi au nouveau programme étatsunien très politique d'aide alimentaire/de dumping (loi PL 489 du président Kennedy). Malgré sa structure confuse, le PAM était hébergé – et contrôlé – par la FAO. Au début des années 1980 – et dans le cadre d'une tentative de démantèlement – les pays de l'OCDE ont travaillé avec le directeur général du PAM à arracher son indépendance de la FAO. Étalée sur plus de dix ans, cette lutte intestine a donné lieu à certains des épisodes les plus choquants et disgracieux de toute l'histoire du système de l'ONU.

Sans aucun doute, c'est le directeur général de la FAO de l'époque, Eduard Saouma, qui a commis les pires abus, mais cet interminable différend – mollement encouragé par les pays de l'OCDE – n'aurait jamais vu le jour si les États avaient assumé leur responsabilité de gouverner. Aujourd'hui, le PAM est le plus gros organisme humanitaire au monde et le plus gros fournisseur multilatéral de denrées. Il éprouve aussi de graves problèmes financiers.

**Que des restes :** La FAO perdait des appuis financiers et politiques au fur et à mesure que les États multipliaient les institutions multilatérales. Depuis l'élection de Jacques Diouf, directeur général actuel, au milieu des années 1990, l'organisme a perdu la moitié de ses employés et, selon l'EEI, est à la veille de perdre 31 % de son budget.<sup>28</sup> Avec ce déclin, décline la capacité de livrer les résultats – et on doute maintenant de l'expertise de la FAO dans plusieurs domaines. Il faut dire que le secrétariat s'est un peu tiré dans le pied. Le leadership de la FAO pendant cette période était autocratique, byzantin et d'une incroyable médiocrité. L'organisme compte aujourd'hui peu d'amis, au Nord comme dans le Sud.

Mais ce n'est pas seulement la FAO qui pose problème. Comme le démontre le récent cycle d'évaluations externes, les institutions mises sur pied à la hâte au cours des années 1970 sont toutes dans le pétrin et aucune ne dispose des compétences ou des ressources requises. Leur dénominateur commun est toujours l'État. Aussitôt qu'ils en ont la chance, les pays de l'OCDE rouspètent contre les coûts d'opération élevés, le dédoublement des organes directeurs, le gaspillage des ressources et les tensions entre secrétariats et États membres. À cet égard, les pays du Sud ne font pas mieux que ceux de l'OCDE. Il ne fait aucun doute que l'intérêt national étroit, voire les perspectives de carrière, détermine souvent la participation d'un pays – du Nord ou du Sud – au borbier du système multilatéral. Malgré tout, les pays de l'OCDE sont responsables d'avoir délibérément créé ce borbier. Lorsqu'ils se réuniront au Ghana en septembre à la Conférence de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, les pays de l'OCDE devraient prendre le temps d'expliquer un peu comment ils ont pu chaque année mal gérer/gérer sans aucun leadership des fonds de 7 millions \$ destinés à l'alimentation et l'agriculture; tirer des leçons de leurs erreurs; et proposer la façon dont ils entendent travailler à régler le problème avec le reste de la communauté internationale.<sup>29</sup>

## Biodiplomatie – La magouille

Toute organisation réunissant près de 200 États souverains, qui aspire aux principes de Mère Thérèse à partir des principes de Machiavel, connaît forcément son lot de discorde et de grabuge. Les institutions de l'alimentation et l'agriculture du système de l'ONU ne font pas exception. En 2007, par exemple, Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale, a été viré après un séjour prolongé sur les tablettes pour avoir donné à *la personne importante de sa vie* une hausse de salaire beaucoup trop importante. L'an dernier, le directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Kamil Eltayeb Idris – une personne à l'esprit dictatorial – s'est vu forcé d'annoncer prématurément sa retraite après qu'on l'eut pris à falsifier son dossier personnel. Dans un organisme international – quand les États se chamaillent ou laissent aller les choses – le pouvoir politique passe au secrétariat, qui prend généralement plaisir à monter l'un contre l'autre les pays de factions opposées.

Il arrive toutefois que les organisations du domaine de l'alimentation et l'agriculture à Rome élèvent l'autocratie et la duplicité au niveau du grand art. En 2007, Jim Ingram, un Australien qui a dirigé le Programme alimentaire mondial pendant dix ans jusqu'en 1992, a publié ses mémoires dans lesquels il raconte ses batailles avec le légendaire DG de la FAO, Eduard Saouma. Selon Ingram, même Enron aurait pu en apprendre de la FAO sur le plan des entourloupettes comptables. Des hauts fonctionnaires et des diplomates obséquieux étaient dépêchés à Washington ou à Londres pour bloquer des réunions ou flatter des ego au gré des caprices de leur directeur. Les contentieux – et leurs avis juridiques – n'osaient rien faire, sauf camoufler la vérité sur ordre du patron. Même si tous étaient persuadés de servir les intérêts des affamés de la planète, il est difficile de prétendre que les dépenses à mauvais escient, la mauvaise gouvernance et les principes sacrifiés n'ont fait souffrir personne.

Il y a quelques années, un vieux de la vieille de la FAO, Charles Weitz, a publié le récit presque sensationnaliste des jeux politiques entourant l'élection d'un nouveau directeur général à la FAO<sup>30</sup>. Les postes à ce niveau se négocient généralement entre présidents ou ministres influents dans le Sud et, au moins, représentants du cabinet dans le Nord. Weitz parle de diplomates qui s'éloignent discrètement dans les toilettes au moment du vote pour ne pas offenser un titulaire avec l'anonymat du vote secret – et d'autres cas où des diplomates sur place ont ignoré ses directives (sous la menace ou à cause d'un pot-de-vin). Lors d'une occasion mémorable, un DG a changé toutes les réservations d'hôtel à la dernière minute pour empêcher les lobbyistes de se retrouver. C'est une pratique courante des DG titulaires d'attendre la période d'élections pour combler les postes convoités afin qu'ils servent de monnaie d'échange. Les pots-de-vin prennent surtout la forme de projets de développement nationaux, mais on connaît des patrons d'organismes qui ont offert un peu de tout, à partir des voyages prétendument d'enquête aux frais de la princesse jusqu'à des cadeaux extravagants ou des enveloppes pleines d'euros.

Et les pays de l'OCDE sont tous coupables. On a vu des pays scandinaves hautement respectables faire du maquignonnage entre organismes onusiens pour décrocher un poste prestigieux. Il arrive souvent aussi que des pays riches utilisent l'ONU pour se débarrasser de leurs fonctionnaires inutiles en leur offrant des *promotions* unilatérales dans la fonction publique internationale. Et plus d'un représentant influent venu du froid a décidé de couronner sa carrière par une retraite confortable dans une coquette villa en Toscane – aux dépens d'un collègue plus jeune qui voulait vraiment faire quelque chose. Certains postes sont presque héréditaires. Il est bien connu, à l'interne, qu'Allemands, Français ou États-Uniens ont carrément acheté certaines sinécures. Malheureusement, les règles de l'ONU obligent l'organisme à gaspiller des sommes importantes pour afficher les postes à grand prix dans des publications internationales même s'ils sont clairement *réservés* à un donateur.

La mesquinerie frôle parfois le burlesque. Il y a plusieurs années, un organisme établi à Rome a fait changer son réseau téléphonique. Les réparateurs ont fait le tour des bureaux pour retirer des fonctions déjà achetées et installées – afficheurs et transferts d'appels – sur les téléphones d'employés subalternes afin de préserver les privilèges du patriarcat.

## 5. Alimentation à la cartel – ou nouveau Forum romain?

Le vrai danger en 2008, c'est que les États – qui ont si manifestement échoué dans la gouvernance du système alimentaire mondial – avouent leur échec et passent les rênes à quelqu'un d'autre. Ainsi, on pourrait voir la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural – un mélange d'organismes d'aide bilatérale et d'instituts quasi gouvernementaux – s'allier aux philanthro-capitalistes et aux géants de l'agroalimentaire pour remanier le borborygme institutionnel. Ou alors, las du champ d'attention si court de leurs maîtres politiques, les bureaucrates pourraient (une fois de plus) chercher une panacée technologique dans l'espoir que la biologie synthétique ou la géo-ingénierie leur fournisse une solution peinarde pour esquiver le problème. Bien sûr, les fournisseurs, fabricants et détaillants de l'agroalimentaire ont hâte d'être de la partie. Les philanthro-capitalistes (Gates, Google et al.) donnent plus d'ordres que d'argent. Ils pensent connaître la réponse et ils ont juste besoin de la gérer. **Si on les laisse faire, les pays de l'OCDE, Gates, Monsanto et Wal-Mart pourraient devenir les nouveaux souverains de l'alimentation – à la cartel – transformant en nouvelle chaîne alimentaire les pénuries de nourriture, les bouleversements climatiques et les appareils défaillants de l'alimentation.** Rien ne laisse présager que – laissés à leur propre réflexion – les États seront capables d'améliorer la gouvernance internationale. De fait, ils n'ont plus l'autorité morale requise pour tenter de trouver unilatéralement une solution.

Mais tout n'est pas si sombre en 2008. Devant l'échec de la réforme agraire, l'impasse du commerce, le paradoxe de la faim croissante d'une part, et de l'obésité, l'épidémie d'allergies et d'autres maladies liées à la surconsommation d'autre part, des pans de plus en plus importants de la société s'unissent sous la bannière de la souveraineté alimentaire pour rejeter l'agriculture industrielle/GM, exiger des aliments biologiques et bâtir un nouveau système alimentaire. La réunion la plus importante de 2008 pourrait bien être celle de Via Campesina (la fédération mondiale des organisations paysannes, qui représente plus de 100 millions de petits agriculteurs et agricultrices), un rassemblement

mondial tenu au Mozambique en octobre 2008. La société civile du monde entier n'a jamais été plus cohérente, ni plus préoccupée des questions relatives à l'alimentation et l'agriculture, du moins depuis le milieu des années 1970.

**Tables tournantes :** Les deux réunions de la Convention sur la biodiversité, la rencontre annuelle de la Commission du développement durable et la conférence de la FAO en juin offrent à la société civile d'excellentes occasions de contester le prétendu consensus sur les changements climatiques, les agrocarburants, etc. Les mouvements sociaux et autres doivent collaborer étroitement pour que cela arrive.

**Vers un nouveau Forum romain :** En prévision du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, les organisations de la société civile ont proposé un peu tard la formation d'un nouveau Forum romain réunissant les grandes institutions multilatérales, les États et la société civile. On ne voulait pas tout rapatrier à la FAO – ni créer un superorganisme – mais plutôt créer un forum politique biennal qui forcerait les principaux acteurs à rendre des comptes publiquement. Même si l'idée arrivait trop tard dans le processus politique, certains pays (dont le Canada) ont vu la chose d'un bon œil.

Douze ans plus tard, la proposition d'un nouveau Forum romain est toujours pertinente – sous une forme repensée. Il pourrait être utile de prévoir un quelconque processus pluri-institutionnel. Voici le scénario suggéré...

- Les organisations de la société civile préparent ensemble deux *études de cas* présentées à la conférence de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide en septembre. L'une peut porter sur l'échec des États à gérer les institutions multilatérales de l'alimentation et l'agriculture. L'autre peut aborder l'essor du philanthro-capitalisme, notamment l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Des organisations de la société civile internationale ont rencontré certains États (en même temps que la Plateforme mondiale des donateurs) au Canada, aux environs d'Ottawa, du 3 au 6 février 2008. Cette réunion devrait lancer la préparation des études de cas qui

- poseront les jalons d'un nouveau Forum romain.
- Le secrétaire général des Nations unies convoque immédiatement une rencontre des dirigeants des principales institutions en alimentation et en agriculture, avec leurs comités ou conseils exécutifs, afin d'établir un processus de renouveau. On met sur pied un panel d'experts chargé de mener une métaévaluation des institutions visant à (1) apprécier et comparer les divers examens externes pour trouver les solutions et problèmes communs; (2) évaluer la situation globale de la gouvernance parmi les principaux acteurs; (3) dresser au moins trois scénarios en vue d'améliorer le système international. L'appui politique et financier de cette métaévaluation prend la forme de résolutions des organes directeurs appropriés de chacun des grands organismes agricoles (GCRAI, FAO, FIDA, PAM et Banque mondiale), aussitôt que possible en 2008, avec contribution financière proportionnelle au budget de chacun. Le panel complète son rapport pour le dernier trimestre de 2008.
  - Le panel soumet son rapport à chaque institution, pays et organisme observateur associé à toute institution soumise à l'examen. On s'efforce d'inclure à tous les niveaux des organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, de pasteurs, de forestiers et de consommateurs appauvris.
  - Le rapport recommande un processus participatif et inclusif permettant à tous les États et organismes précités d'amorcer la restructuration du système international.
  - Ce processus doit fournir – au moins – les ressources financières requises pour tenir des conférences régionales de toutes les parties concernées en vue de discuter des résultats et émettre des recommandations régionales et mondiales.
  - Pour cela, les ressources financières et organisationnelles des conférences régionales biennales de la FAO doivent être gérées par un mécanisme recommandé par le panel en vue de faciliter la discussion pluri-institutionnelle entre toutes les parties concernées au cours de la première moitié de 2009. (Cela suppose que les États ajustent le

- budget biennal de la FAO pour devancer d'un an les conférences régionales.)
- En novembre 2009 – à la suite des réunions régionales – une réunion internationale de toutes les parties concernées se tient à Rome pour discuter des conclusions globales. En l'honneur de l'agriculteur qui a donné le coup d'envoi de la coopération internationale en matière d'alimentation et d'agriculture, on l'intitule le cycle de David Luben.
  - Le GCRAI, la FAO, le FIDA et le PAM font coïncider les réunions à Rome de leurs organes directeurs juste après le cycle de Luben afin de faciliter la mise en œuvre rapide des décisions de la réunion.

Les organisations de la société civile ont un rôle majeur à jouer pour forcer les États et les institutions multilatérales à aborder les véritables enjeux en matière d'alimentation et d'agriculture, et restructurer le système. Seules les OSC (notamment les mouvements sociaux) sont capables de voir à ce que l'attention internationale continue d'être braquée sur le changement véritable tout au long de ces négociations complexes sur le plan politique et technique.

**Conclusion :** Il y a un nouveau sentiment d'urgence (voire d'alarme) quant à la situation présente et future de l'alimentation, alors que se dessine un prétendu consensus sur les changements climatiques, les agrocarburants, le prix/disponibilité des aliments et les nouvelles technologies. Par ailleurs, des calendriers divergents ont mis l'alimentation et l'agriculture au premier rang des priorités de plusieurs conférences et institutions internationales cette année. En outre, une série d'examens externes d'un rare esprit critique défient les États et les institutions de repenser le système multilatéral en matière d'alimentation et d'agriculture. Le danger, c'est que les pays de l'OCDE y voient l'occasion d'abandonner plus facilement le multilatéralisme au profit du bilatéralisme. Jamais la situation n'a été aussi propice à une réforme majeure sur le plan structurel et celui des programmes. Jamais les États et les institutions n'ont été soumis à autant de pressions pour accepter ces changements. 2008 est vraiment l'année de tous les dangers.



### Qui travaille à l'ONU?

La parlementaire qui visite l'ONU demande à sa guide « Combien y a-t-il de personnes qui travaillent ici? » Un sourire en coin, celle-ci répond « À peu près 20 % ». On répète la même blague, avec les mêmes proportions, dans presque tous les organismes multilatéraux. Mais c'est généralement très loin de la vérité.

Toutes les enquêtes menées auprès du personnel et tous les examens récents de l'ONU, y compris les évaluations externes internationales, démontrent un niveau incroyable de dévouement, de détermination et de fierté. Les membres de la société civile qui ont comme nous l'occasion de hanter les corridors des organismes multilatéraux sont parfois étonnés des salaires, frustrés de la lenteur et mis en furie par les États. Mais le plus souvent, nous sommes également impressionnés de l'engagement démontré par le personnel. Cela ne signifie pas que la règle des 20 % ne s'applique jamais. Mais la plupart du temps, cela veut dire que le personnel fonctionne à 20 % à cause de la mauvaise gouvernance des États et de l'allergie au risque de responsables timorés. Souvent, des personnes d'une compétence inouïe – qui ont parfois fait beaucoup de sacrifices pour se retrouver dans un poste sur le terrain ou dans un bureau à Rome – sont forcées d'en faire beaucoup moins parce qu'on ne leur donne pas les ressources ou le mandat qu'il faut pour faire le travail. C'est un terrible gaspillage. À regarder la situation de l'extérieur, nous voulons avant tout que les secrétariats aient la possibilité de prendre des risques et disposent des ressources requises. Dans ce rapport, ETC Group critique le système – pas le personnel.

---

## NOTES DE FIN

<sup>1</sup> Wiesmann, D., A.K. Sost, I. Schöniger, H. Dalzell, L. Kiess, T. Arnold, et S. Collins. *The Challenge of Hunger 2007*, Bonn, Washington, D.C. et Dublin: Deutsche Welthungerhilfe, International, Food Policy Research Institute, and Concern.

<sup>2</sup> Wall Street Journal, « Food Prices, World Hunger Up as Ethanol Use Surges – Study », 29 janvier 2008, citation de Lester R. Brown, président, Earth Policy Institute.

<sup>3</sup> von Braun, Joachim, « The World Food Situation: New Driving Forces And Required Actions », examen bisannuel de l'IFPRI de la situation de l'alimentation dans le monde, présenté à l'assemblée générale annuelle du GCRAI, Beijing, 4 décembre 2007. L'IFPRI estime que le PIB agricole mondial chutera de 16 %, avec une baisse de 20 % des extrants du Sud et de seulement 6 % de ceux du Nord.

<sup>4</sup> En 2007, on estimait à 2 % la proportion des sols arables monopolisée par les agrocarburants. Un cabinet d'experts-conseil en biologie synthétique estimait au début 2007 que le marché mondial des agrocarburants grimperait de 22 milliards \$ en 2006 à 150 milliards \$ d'ici 2015.

<sup>5</sup> À la fin 2007, les stocks mondiaux de blé ont atteint leur plus bas niveau en 25 ans, 12 semaines – alors qu'ils se maintiennent presque toujours à 18 semaines depuis dix ans – et les stocks de maïs ont chuté de 11 à 8 semaines.

<sup>6</sup> Les céréales et les oléagineux atteignent des prix record, avec les marchés du blé à 10 \$ le minot à la fin 2007 – soit l'équivalent de 100 \$ le baril de pétrole.

<sup>7</sup> Wall Street Journal, « Food Prices, World Hunger Up as Ethanol Use Surges – Study », 29 janvier 2008, citation de Lester R. Brown, président, Earth Policy Institute.

<sup>8</sup> Les dépenses alimentaires sont passées de 5,5 billions à 6,4 billions \$ entre 2004 et 2006, une hausse de presque 1 billion ou 16 %. Données citées par Joachim von Braun dans sa présentation devant l'assemblée annuelle du GCRAI à Beijing, le 4 décembre 2007.

<sup>9</sup> <http://www.nyeleni.org>

<sup>10</sup> Dow Jones Newswires, « UN Chief Urges World To Give Looming Water Crisis Priority », 24 janvier 2008.

<sup>11</sup> <http://www.hcp.com/news/newsdetails.php/id/55453>

<sup>12</sup> Newcomb, James, Robert Carlson, Steven Aldrich, *Genome Synthesis and Design Futures: Implications for the U.S. Economy*, Bio Economic Research Associates, 2007.

<sup>13</sup> Bio-era, « The Global Bio economy in 2008: A Year of Living Dangerously? » Bio-era Perspective, janvier 2008.

<sup>14</sup> ETC Group, « Extreme Genetic engineering: An Introduction to Synthetic Biology », janvier 2007.

<sup>15</sup> [http://www.oecd.org/document/47/0,3343,en\\_2649\\_3236398\\_39448751\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/47/0,3343,en_2649_3236398_39448751_1_1_1_1,00.html) and <http://www.betteraid.org>.

<sup>16</sup> Bureau d'évaluation du FIDA, « An Independent External Evaluation of the International Fund for Agricultural Development », septembre 2005.

<sup>17</sup> GEI (Groupe d'évaluation indépendante), *World Bank Assistance to Agriculture in Sub-Saharan Africa*, octobre 2007.

<sup>18</sup> Banque mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement », 19 octobre 2007

<sup>19</sup> Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, « FAO : Le défi du renouveau – Rapport de l'évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), septembre 2007.

<sup>20</sup> Noter ces deux commentaires tirés du rapport préliminaire de l'EEI de la FAO : « 836. ... Au niveau de la direction et du personnel professionnel, la différence est très nette – 80 % des personnes interrogées au siège social se sont dites pessimistes quant à la culture de la FAO et sa capacité de changer, par rapport à seulement 30 % des personnes interrogées sur le terrain. » et « 838. ... Une troisième distinction a trait au

---

personnel du plus haut niveau de l'organisation, relevant directement du directeur général, qui a aussi les rapports les plus suivis avec les organes directeurs. En tant que groupe, les personnes interrogées dans cette catégorie ont obtenu le pointage le plus élevé (avec les services de la Foresterie et du Développement durable) pour ce qui est de soutenir un changement majeur (et urgent) de la culture organisationnelle. Paradoxalement, c'est aussi elles qui ont exprimé le plus de scepticisme quand on leur a demandé si elles croyaient à la possibilité de réaliser un véritable changement organisationnel. » Tiré de l'évaluation externe indépendante de la FAO (rapport préliminaire), Chapitre 8 : Administration, ressources humaines et finance, juin 2007. (traduction libre)

<sup>21</sup> Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), « Terms of Reference: External Review of the CGIAR », 4 octobre 2007

<sup>22</sup> IAASTD, « International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development (IAASTD) Synthesis Report », rapport préliminaire, 25 novembre 2007.

<sup>23</sup> Clark, Stuart, « Ensuring Global Food Security – a proposed dialogue on current multi-lateral food and agriculture issues », ébauche, 11 février 2008.

<sup>24</sup> James Ingram, *Bread And Stones: Leadership and the Struggle to Reform the United Nations World Food Programme* (Charleston: BookSurge, LLC, 2007)

<sup>25</sup> von Braun, Joachim, « The World Food Situation: New Driving Forces And Required Actions », examen bisannuel de l'IFPRI de la situation de l'alimentation dans le monde, présenté à l'assemblée générale du GCRAI, Beijing, 4 décembre 2007.

<sup>26</sup> Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, « Platform News, No. 2 », novembre 2007, page 4.

<sup>27</sup> Heim, Kristi « Agriculture Aid a Hard Sell », *The Seattle Times*, 20 janvier 2008

<sup>28</sup> « 29. La FAO n'a pas bien géré la transition. Le déclin amorcé au cours des années 1980 s'accélère de plus en plus et l'Organisation est entrée dans une phase de crise quant à son avenir. Depuis 1994-1995, le budget ordinaire a diminué de 20 % en valeur réelle et l'ensemble des ressources disponibles, y compris les fonds extrabudgétaires, de 18 %. Si la tendance se maintient, le budget ordinaire perdra 11 % de plus au cours des trois prochaines périodes de deux ans. En présumant le maintien du modèle des contributions extraordinaires des trois dernières périodes de deux ans, le total des ressources financières biennales de la FAO, à l'exception des urgences, tombera à environ 716 millions \$US (de 1994-1995) d'ici 2012, une réduction de quelque 90 millions \$US (de 2006-2007). Par ailleurs, si la tendance se maintient, d'ici 2012 : i) la FAO tentera toujours d'offrir la plus grande partie des biens et services actuels; ii) tous ou presque tous ses programmes auront continué de rétrécir; iii) le nombre de ses bureaux sur le terrain aura continué d'augmenter, mais ils ne disposeront pas des ressources financières requises pour fonctionner; et iv) le noyau de compétences techniques du siège social sera bien en-deça de la masse critique dans plusieurs domaines clés. » Tiré de l'évaluation externe indépendante de la FAO (rapport préliminaire), Sommaire, juin 2007. (traduction libre)

<sup>29</sup> Dans ce paragraphe tiré de l'EEI de la FAO (rapport préliminaire), on admet franchement le rôle joué par les pays de l'OCDE dans la fragmentation du système multilatéral : « 776. Le PAM et la FAO ont déjà partagé les ressources administratives, mais le désir d'autonomie administrative exprimé par le secrétariat du PAM et les principaux donateurs au cours des années 1980 a entraîné la mise sur pied de structures largement distinctes. De même, pendant les étapes préliminaires menant à sa création, le FIDA a choisi de mettre sur pied une administration distincte. Dans les deux cas, la décision d'avoir des ressources et services administratifs distincts a été prise à l'insistance des principaux donateurs de l'OCDE, ceux-là mêmes qui déplorent aujourd'hui les coûts élevés que cela suppose pour les trois organismes. L'EEI est d'accord avec cette critique. Le triple emploi de toutes les fonctions de soutien à Rome, et à certains endroits sur le terrain, est clairement inefficace. La plupart sont fondamentalement de type générique et, dans les limites, le rôle particulier de chacune des organisations ne justifie pas cette distinction. » Tiré de l'évaluation externe indépendante de la FAO (rapport préliminaire), Chapitre 5: La FAO dans le système multilatéral – Partenariats, juin 2007. (traduction libre)

<sup>30</sup> Charles H. Weitz, *Who Speaks for the Hungry? How FAO elects its Leader* (Uppsala: Dag Hammarskjöld Foundation, 1997).

---

Organisme de la société civile internationale établi au Canada, **ETC Group** se consacre à la conservation et à l'essor durable de la diversité culturelle et écologique ainsi qu'aux droits de la personne. ETC Group appuie les avancées socialement responsables des technologies utiles aux populations pauvres et marginalisées, et s'intéresse aux enjeux de la gouvernance qui affectent la communauté internationale. ETC Group surveille également la propriété et le contrôle des technologies et la consolidation du pouvoir des grandes sociétés.

**[www.etcgroup.org](http://www.etcgroup.org)**